



25 septembre 2012

Communiqué de presse du SE-Unsa « Démission » de la rectrice : Le rétablissement du dialogue social, c'est maintenant ?

La nouvelle de la « démission » de Martine Daoust, rectrice de Poitiers depuis octobre 2010, est tombée 24h avant le conseil des ministres annonçant son limogeage.

L'argumentaire de madame Daoust s'appuie essentiellement sur ses relations avec « les syndicats » avec lesquels l'actuel ministre ferait preuve « de complaisance ». Elle déclare par ailleurs que « la relation avec les représentants du personnel est très tendue et pas toujours équitable ».

Elle ajoute en outre que « la relation au dialogue social sous un gouvernement de droite n'est pas la même » (dépêches AEF et interview sur le site de l'Express).

Cela appelle une réaction de notre part.

Au SE-Unsa nous sommes les premiers à appeler de nos vœux un dialogue social constructif, dans le cadre d'une gouvernance participative, garantissant une adhésion la plus large possible des acteurs du monde éducatif qui doivent mettre en œuvre les changements nécessaires compte tenu de l'évolution de la société. Depuis 2 ans nous nous sommes constamment heurtés à l'impossibilité de faire entendre la voix des personnels que nous représentons. La rectrice et sa garde rapprochée ont mis en œuvre un management injonctif, restreignant sans cesse l'autonomie des équipes pédagogiques et éducatives, transformant les instances de concertation en mascarade, réduisant les espaces de négociation avec les représentants des personnels à une peau de chagrin.

Si c'est cela « la relation au dialogue social sous un gouvernement de droite » alors effectivement Madame Daoust n'a plus sa place à la tête d'une académie.

Elle prétend « qu'on leurre les gens en leur faisant croire que c'est par les moyens que l'on va résoudre les problèmes de l'école ». Mais ce n'est qu'au travers du prisme de « l'optimisation des moyens » que Madame Daoust a piloté l'académie depuis octobre 2010 ! Cela s'est traduit par un recours exponentiel aux agents vacataires et contractuels, une dégradation des conditions de travail des enseignants qui ont vu leurs droits reculer (temps partiel, formation, ...), une disparition des crédits pédagogiques dans les écoles, une maltraitance vis-à-vis des enseignants stagiaires à qui on a demandé d'effectuer un service horaire complet alors que les textes prévoient 1/3 du temps consacré à la formation.

Enfin, il est aisé pour Madame Daoust de stigmatiser les représentants des personnels. C'est oublier un peu vite qu'elle a réussi en peu de temps à dégrader la qualité des relations avec les élus locaux. Les tensions avec le Conseil Régional concernant la carte des formations, le pass contraception (alors qu'elle déplore que l'on ne se soucie pas assez de la santé des élèves !), les crispations récentes avec les élus départementaux à propos de la non viabilité présumée des petits collèges alléguée par la rectrice elle-même, la grogne des élus ruraux peu ou pas associés aux décisions d'ouvertures ou de fermetures de classes, en sont les symptômes les plus évidents.

Tout compte fait ce qui est particulièrement regrettable, c'est que depuis 2 ans la politique politicienne a tenu lieu de politique éducative dans l'académie de Poitiers. L'arrivée d'un nouveau recteur permettra, espérons-le la restauration d'un dialogue social sincère et véritable, préalable nécessaire à la restauration de la confiance entre les acteurs de terrains et l'encadrement de l'Éducation nationale.

A Poitiers le 25 septembre 2012

Laurent Cardona

Secrétaire départemental.

06 26 98 10 33